

Code du travail : une provocation qui ne doit pas rester impunie

La loi sur le Code du travail qui sera présentée par la ministre du Travail, Myriam El Khomri a été dévoilée. Ce projet, écrit sous la dictée du Medef, est une nouvelle déclaration de guerre contre le monde du travail.

Le gouvernement parle de « flexi-sécurité ». On voit bien la flexibilité ! Toutes les limitations de la durée du temps de travail sautent. Par accord d'entreprise, la durée maximale pourrait être portée à 12 h par jour et à 48 h par semaine. Et avec accord de l'inspecteur du travail, elle pourrait même aller jusqu'à 60 h.

Non seulement les 35 heures n'existent plus que sur le papier, mais les heures supplémentaires seront de moins en moins payées puisque la majoration légale descendrait à 10 % et puisqu'il deviendrait possible de les comptabiliser sur une, deux, voire trois années.

Mais où est la sécurité ? Où est la sécurité quand les salariés pourront être licenciés dès que les commandes de l'entreprise baisseront, ou dès que la direction prétextera un manque de compétitivité ? Où est la sécurité quand le gouvernement s'échine à défaire le mince filet de protection que constituent les indemnités prud'homales ?

Et ce n'est sûrement pas en réduisant les allocations chômage que le gouvernement « sécurisera » les salariés alors qu'il y a six millions de chômeurs !

Le gouvernement se moque des salariés comme des chômeurs. La seule chose qu'il « sécurise », c'est le grand patronat, ses profits et son pouvoir sur les travailleurs.

En donnant la possibilité aux accords d'entreprise de fixer des droits inférieurs à la loi, le projet sonne la fin de la loi valable pour tous les travailleurs et ouvre les portes à la généralisation du chantage patronal. Et tout est prévu ! Si les syndicats refusaient d'exaucer les quatre volontés patronales, il y aura... le référendum d'entreprise.

Ses défenseurs répètent que personne ne peut y être opposé puisqu'il s'agit de « démocratie ». Mais où ont-ils vu qu'il y avait de la démocratie dans les entreprises ! Les référendums ne sont pas envisagés pour demander l'avis des salariés sur les cadences ou les augmentations de salaires. Ils sont utilisés pour faire du chantage aux licenciements et pour forcer les salariés à abandonner le peu de droits qu'il leur reste.

La flexibilité, les horaires à rallonge, les licenciements arbitraires sont déjà le lot des intérimaires et de

bien des salariés des petites entreprises. Car les patrons peuvent contourner de mille façons leurs obligations légales quand ils ne s'assoient pas dessus. Mais ce n'est pas une raison pour que la loi de la jungle devienne la règle.

Beaucoup d'entreprises se sont servies de la crise pour imposer des accords de compétitivité avec suppressions d'emplois et de RTT, avec blocage des salaires, allongement de la durée du travail et généralisation de la précarité. Depuis, elles ont restauré leurs marges et leurs carnets de commande et servent grassement les actionnaires.

Les patrons peuvent donc se réjouir de ce que « les efforts sont payants ». Mais ce sont les ouvriers qui font les efforts et qu'est-ce qu'ils y gagnent ? Le droit de faire de nouveaux sacrifices.

C'est le cas chez Renault où la direction veut un second accord de compétitivité, alors que les profits ont augmenté de 48 % en 2015. C'est le même cynisme chez Airbus, qui veut décompter le temps d'habillage et de déshabillage du temps de travail alors que les profits sont insolents.

Avec cette réforme du Code du travail, Hollande et Valls ouvrent les vannes et autorisent le patronat à y aller encore plus fort.

Et comme pour donner l'exemple, le gouvernement vient de réécrire la réglementation du travail dans le transport ferroviaire avec suppressions de RTT, amplitude horaire accrue, temps de conduite allongé, roulements de plus en plus aléatoires et flexibles.

Les cheminots seront aux premières loges du dynamitage du droit du travail, mais ils ne seront pas les seuls. Si nous laissons faire, aucun salarié n'y échappera. Et pas même ceux qui croient avoir déjà touché le fond de la précarité, parce que l'exploitation n'a pas de limite.

Hollande se démène pour rendre un ultime service au grand patronat. Discredité pour discredité dans le monde ouvrier, il est décidé à faire le sale boulot demandé par le patronat jusqu'au bout. Jusqu'à faire ce que même la droite n'a jamais osé. C'est ce que l'on appelle un serviteur dévoué !

La seule chose que l'on puisse espérer de cette loi, c'est qu'elle fasse exploser la colère du monde du travail et débouche sur une mobilisation à la hauteur de la provocation.

L'argent est là

PSA va annoncer des résultats financiers mirobolants. Déjà, mardi, le groupe annonçait 5,23 milliards d'excédent commercial.

Il y a quelques années la direction prétendait que le groupe était au bord du gouffre. Aujourd'hui les profits ruissellent : ces profits c'est nous qui les avons produits, ils nous reviennent.

Augmentation des salaires !

La direction vient d'annoncer que la production de voitures en France a augmenté de 2,5 % en 2015. Produire plus de voitures avec 15 000 emplois en moins, pas étonnant que PSA annonce des profits record.

Nous avons toutes les raisons de revendiquer des augmentations de salaires et pas nous contenter de primes.

Monsieur 255 %

Au moment de son embauche comme membre du directoire, Tavares touchait la bagatelle de 3 470 euros PAR JOUR !

Mais quand Tavares a été nommé PDG son salaire a grimpé de 255% pour passer à 8 848 euros ! Tout ça pour nous gonfler avec la réduction des coûts, des « charges » salariales insupportables etc.

Réduisons le temps de travail

Trois jours de salaire du PDG représentent, en gros, une année de salaire pour les ouvriers.

Travailler trois jours à l'année pour nous, ça nous conviendrait parfaitement... et le reste en vacances.

Ouvrier sensible contre patron insensible

Beaucoup d'entre nous ont reçu une missive de la direction nous invitant à aller nous faire exploiter ailleurs sous prétexte que nous sommes dans un métier soi disant « sensible ».

Les personnes sensibles que nous sommes prennent la mesure du cynisme de PSA qui annonce des bénéfices et veut débarquer une partie de ceux qui les ont produits.

Bien qu'étant sensible nous pouvons aussi montrer à Peugeot que nous pouvons aussi nous mettre en colère.

Qu'est-ce qu'ils s'imaginent ?

Il faudrait maintenant accrocher la carte de service sur la tenue image.

Une photo sur une image quelle drôle d'idée...

Tambouille patronale

En pire encore, la loi sur le travail semble s'inspirer du « nouveau contrat social » (NCS) de PSA. Et PSA prépare un NCS 2 dont on peut être sûr qu'il essaiera encore d'aggraver ses attaques contre les emplois, nos conditions de travail et nos salaires.

Les ministres et les PDG tirent leurs recettes des mêmes livres de cuisine patronale.

Pour ne pas nous faire bouffer, il faut vraiment qu'on y mette tous notre grain de poivre.

Bientôt un code barre sous la peau ?

Avec l'augmentation des mesures de sécurité, il faudrait maintenant porter nos badges de service apparents.

Parce que la direction croit qu'il y en a qui vont s'introduire à nos postes de travail pour nous remplacer subrepticement ?

Ils ne se laissent pas enfumer

La semaine dernière, 120 techniciens et ingénieurs des services informatiques de Sochaux, Mulhouse, Rennes et Poissy ont fait grève pour contester la vente des 200 travailleurs de leur service à Cap Gemini.

PSA leur a fait des propositions ridicules. Certains se sont mis en grève ce mardi.

Ils ont raison de ne pas se laisser faire. Personne n'est à l'abri des mauvais coups de PSA.

Faurecia : les actionnaires équipés

Faurecia réalise lui aussi le plus gros bénéfice de son histoire. Le résultat net a augmenté de 123 % !

Il va doubler le dividende versé aux actionnaires, et en premier lieu PSA. Ils sont gavés !

Verdun : une boucherie due au capitalisme

Il y a 100 ans commençait la bataille de Verdun, une des plus sanglantes de la première guerre mondiale.

Plus de 300 000 soldats français et allemands y ont laissé la vie. 60 millions d'obus ont été utilisés pendant les 300 jours de la bataille.

Neuf communes rayées de la carte par les bombardements sont restées des « villages fantômes ».

Ce fut, comme l'ont dit les survivants, « l'enfer au quotidien », un enfer décidé par les Etats-majors des deux camps et les dirigeants politiques pour savoir, qui de la bourgeoisie allemande, française, anglaise ou américaine dominerait le monde.